

Carte blanche

Néopersonnalisme et renouveau de la gauche

Vincent
Triest

Secrétaire général
de la Démocratie
Chrétienne de Wal-
lonie-Bruxelles

La question de la redéfinition du paysage politique reste d'actualité, certainement sur le plan des idées — qui est plus important que celui des structures. A droite, ce sont pourtant ces dernières qui retiennent l'attention, le consortium PRL-FDF-MCC se transformant en un parti intégré. Au « centre », le Nouveau PSC cherche encore une boussole. Il a trouvé la bonne aiguille en plaçant la fraternité au cœur de son manifeste sur « l'humanisme démocratique » ; mais, en gommant les marques de fabrique de cet humanisme, imprégné de personnalisme, il a perdu ses repères.

Pour voir clair dans l'évolution du paysage politique, il faut d'abord préciser que la droite et la gauche, ce n'est pas qu'une affaire de sentiments. En effet, le clivage gauche-droite reflète surtout une différence d'attitude par rapport au rôle du politique. L'Etat doit-il réformer la société ? En est-il capable ? Sur le triple plan de la représentation, de la délibération et de l'action, la démocratie est-elle plus efficace que le marché ?

Pour la droite, le marché a priorité. L'ordre social spontané qui résulte de la libre initiative doit être conservé car il correspond au meilleur ou au moins mauvais des mondes possibles.

La gauche dénonce l'injustice de cet ordre social spontané, qui traduit l'inégalité des rapports de force. Sur le plan des moyens, la gauche entend transformer la société par l'action de l'Etat. Ce choix privilégiant la puissance publique a surtout marqué l'idéologie de la « gauche historique », celle du socialisme. Toutefois, depuis la chute du mur de Berlin et l'implosion du « socialisme réel », il semble que beaucoup aient perdu la foi dans le second commandement de la gauche : la transformation de la société par les fonctions collectives. Le « blairisme » du New Labour, qui perpétue le « thatchérisme », illustre ce « Yalta idéologique ».

De son côté, l'écologie politique recherche des solutions alternatives dans la perspective d'un développement durable, ce qui implique que ce développement soit plus juste. Les écologistes paraissent cependant plutôt mal à l'aise lorsqu'il s'agit de gérer les grandes fonctions collectives. Ils cèdent eux aussi sur les services publics. Ils abandonnent la cogestion à la SNCB, en laissant évincer les syndicats du conseil d'administration de l'entreprise publique. Ils dénoncent les « piliers », qui sont pourtant aussi des remparts solides contre l'individualisme marchand.

Face à la « société de marché », le défi majeur aujourd'hui est de renforcer les fonctions collectives sans revenir pour autant au dogme du « tout-par-l'Etat » qui fut celui de la « gauche histori-

que ». Un dépassement créateur est nécessaire. C'est le moment de partager une philosophie du progrès humain qui affirme que, malgré la victoire apparente du marché, « l'histoire n'est pas finie » — car l'individualisme marchand n'aura pas le dernier mot. C'est à la racine de cet individualisme qu'il faut porter le fer, en reprenant « la question de l'homme » qui traverse la modernité.

« Humanisme des visages » ou « humanisme des noms propres », le néopersonnalisme s'enrichit de philosophies récentes, en particulier celle d'Emmanuel Lévinas. Cet élargissement des sources, au-delà des frontières de l'humanisme chrétien, différencie cette philosophie des premiers courants personnalistes apparus dans les années trente (bien que, avec Mounier déjà, ces frontières se soient révélées très poreuses).

A partir de l'humanisme des personnes, toute la société peut être repensée : l'économie doit intégrer l'éthique de la relation, pas seulement l'intérêt et le profit ; un nouvel Etat est à construire, « l'Etat personnaliste », qui éradique la bureaucratie ; un vrai partenariat est à nouer entre cet Etat personnaliste et les associations.

Le nouveau personnalisme défend donc l'Etat comme les associations. Il ne survalorise pas le premier. Mais en même temps qu'il relativise l'Etat, il le revitalise en profondeur en le réhabilitant en tant qu'acteur majeur de la société non marchande.

Comme philosophie du progrès social, le néopersonnalisme se situe, selon moi « avec la gauche » mais sans s'y confondre. Il ne s'inscrit pas tout platement sur l'axe gauche-droite tel qu'il fut défini auparavant. Cet axe garde encore son sens, mais il n'épuise pas la question du sens de l'action politique. On peut montrer que l'axe gauche-droite privilégie le matérialisme et qu'il doit beaucoup aux conceptions individualistes. La preuve en est donnée aujourd'hui par les convergences entre les individualistes de droite et de gauche sur les questions éthiques. Par ses conceptions postmatérialistes et anti-individualistes, le néopersonnalisme propose un autre regard sur l'homme, regard qui me paraît plus contestataire, et sans doute aujourd'hui plus résistant, que celui de la « gauche historique ».

Le néopersonnalisme serait-il le laboratoire où se construit la « métagauche », c'est-à-dire la gauche d'après la gauche, la gauche de la seconde modernité ?

« Il y a un autre monde et il est dans celui-ci », écrivait Paul Eluard. ●

Vincent Triest est l'auteur de « Le personnalisme vécu comme humanisme radical », PIE, Peter Lang, Bruxelles-Berne, 2000.